

entrepreneurs
t the government
à remonter pour
Ten years after
waiting as

le libre marché
s de réseaux ont un in
s. Toute démarche entrep
sation des marchés aériens de
rs after the Chaoulli decision, Que
as long as ever. Voilà pourquoi
extraordinaire moteur de croissan
fter the Chaoulli decision, Que
as long as ever. Le niveau a
efficacité et l'**efficacité**
solution de marché
La **concurrence** en

se seront les
conditions et s'a
notre labour, mo
nomie prospère
ec patients are stil
nce étant sou
e renforce

consommons
n d'entreprises au Q
Montréal. **Libre-échange**
e thousands of private-sector
ne majority of jobs, without
Québec a une importante côte à r
fiscalité plus compétitive. T
decision, Quebec patients are stil
développement énergétique
e véritable **création de rich**
créer un nouvel environne
auront la **liberté d**
t de l'assurance et

fondé sur
propriétaires de
problèmes. Toute
libéralisation de
Ten years after the
aiting as long
extraordinaire

ce que les
à régler les
pour accroître la
être encouragée.
ec patients are still
libre entreprise
e et de progrès. Ten
ec patients are still
el de concurrence
it des consumma-
uir les déchets
util pour faire
roduits et services

fondé sur
propriétaires de
oblèmes. Toute

ne pour enfou
e est un puissant outil
r la qualité des produits et
fardeau réglementaire

tant, la con
d'**innovation**

RAPPORT ANNUEL 2015

DES IDÉES POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS PROSPÈRE



« Ignorer la piètre performance du gouvernement dans ses fonctions actuelles au moment de décider s'il doit ou non en assumer de nouvelles est une erreur évidente. »

Ronald H. Coase (1910-2013)
Économiste britannique
Lauréat Nobel d'économie 1991

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente du conseil :

Hélène Desmarais

Administrateurs :

Randall Birks
Eric Boyko
Jean Bernier
Reuven Brenner
Léon Courville
Stéphan D. Crétier
Jacques Drouin
Nathalie Elgrably-Lévy
Richard Hylands
Michel Kelly-Gagnon
Stéphanie Kennan
Léo-Paul Landry
Normand Lebeau
George F. Lengvari jr.
Pierre Simard
Guy Tremblay

LE BUREAU DES GOUVERNEURS

François Hudon
Jean Raby
Mario Charpentier
Jean-Guy Desjardins
Daniel R. Dorey
Marcel Dutil
Donald J. Johnston
Bernard Lord
Reford MacDougall
Eleanor L. Nicholls
Adrien D. Pouliot
Yves Rabeau
Jeremy H. Reitman
Maureen Sabia
Dennis Sharp



LE PERSONNEL

Salariés :

Michel Kelly-Gagnon
Président-directeur général

Jasmin Guénette
Vice-président

Mathieu Bédard
Économiste

Youri Chassin
Économiste et directeur de la recherche

Sabine Clavel
Adjointe administrative

Mariam Diaby
Directrice des communications

Martin Masse
Rédacteur et réviseur principal

Bradley Doucet
Réviseur et traducteur

Alexandre Moreau
Analyste en politiques publiques

Carole Fiset
Coordonnatrice, développement et administration

Karl-Javid Lalonde-Dhanji
Stagiaire en communications



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL



Un professeur de l'Université McGill, Daniel J. Levitin, a publié en 2014 un livre très pertinent qui est devenu un best-seller : *The Organized Mind: Thinking Straight in the Age of Information Overload*. Les préoccupations qu'il soulève ne pourraient être davantage de notre temps. Nous vivons en effet à une époque où il existe une surabondance d'information, dont il est souvent difficile d'évaluer la justesse et la véracité. Le débat public est de plus en plus envahi par les ouï-dire, les mythes économiques et les opinions toutes faites d'experts d'un jour répercutés par les réseaux sociaux.

Comment organiser sa pensée et se faire une idée claire des pour et des contre d'un enjeu de politique publique dans un tel contexte? Pour avoir un débat intelligent, il faut disposer d'une information non seulement crédible, validée et appuyée sur des faits et des statistiques solides; il faut également que cette information soit claire, facile à comprendre, qu'elle résume bien les principaux enjeux et qu'elle soit présentée dans un format accessible.

C'est ici que l'IEDM vient jouer un rôle crucial. Nous sommes en effet l'une des très rares organisations au Québec et même dans l'ensemble du Canada qui peuvent consacrer des moyens considérables à une recherche et une réflexion approfondies sur un sujet précis.

Nous sommes également l'une des seules organisations à avoir la capacité de répliquer aux campagnes de certains groupes de pression qui exigent toujours davantage de dépenses publiques, de réglementation et, inévitablement, de taxes et d'impôts dans le but de promouvoir leurs projets favoris.

L'IEDM prend au contraire le parti du consommateur, du travailleur et du contribuable. Il explique inlassablement comment certaines politiques sont plus susceptibles de favoriser la création de richesse, alors que d'autres ont pour effet de ralentir la croissance et l'innovation, de nous endetter davantage et de diminuer notre niveau de vie. Sans nos interventions, on n'entendrait bien souvent qu'un seul côté de la médaille.

Plusieurs des gens à qui je parle ne réalisent souvent pas à quel point un tel travail est exigeant, même lorsqu'il s'agit de rédiger une *Note économique* de quatre pages, notre publication la plus populaire.

Un chercheur peut avoir besoin de dizaines d'heures pour lire la littérature pertinente sur un sujet complexe, l'analyser, en tirer les éléments les plus pertinents, et produire un texte qui correspond à nos critères de rigueur tout en étant intéressant pour le lecteur profane. Chaque fait, donnée et affirmation

qu'il contient doit ensuite être contrevérifié par un autre chercheur. Ce texte est relu et corrigé pour assurer sa qualité linguistique, traduit dans l'autre langue officielle et mis en page. Il faut ensuite rédiger un communiqué de presse et des articles reliés à la publication, préparer l'auteur pour les entrevues et organiser un lancement médiatique.

Malgré la très petite taille de notre organisation – l'IEDM ne comptait, au 31 décembre 2015, que onze employés permanents, incluant le personnel administratif – elle fait preuve d'une productivité remarquable. Encore une fois cette année, le nombre de publications a augmenté, passant de 22 à 24, auxquelles il faut ajouter trois courts documentaires, une vidéo d'animation, et 172 billets de blogue et articles d'opinion.

Tout ce travail de qualité, réalisé par une équipe de professionnels extrêmement compétents, est cependant coûteux. Parce que nous ne recevons aucun appui des gouvernements, c'est grâce à l'appui de tous nos généreux donateurs si nous avons les moyens d'y arriver. Je remercie chaleureusement chacun d'entre vous, fondation, entreprise ou donateur individuel, pour votre engagement envers notre mission.

En terminant, je voudrais souligner quelques changements au sein de notre conseil d'administration. En 2015, nous avons accueilli quatre nouveaux administrateurs qui apporteront leur expertise à nos délibérations : Jean Bernier, président du Groupe Carburant Amériques et Opérations Nord-Est chez Couche-Tard; Jacques Drouin, co-président de Keira Capital; Richard Hylands, président de la Corporation immobilière Kevric; et Stéphanie Kennan, présidente-fondatrice de l'agence Bang Marketing.

C'est avec un très grand regret que nous avons appris, au début de 2016, le décès de Ronald Monet, qui occupait le poste de directeur général des communications pour le Québec et les provinces de l'Atlantique chez BMO Groupe financier. Ronald était un ami de longue date de l'IEDM. Il avait d'abord siégé à notre conseil d'administration de 2001 à 2007. Après un passage à notre bureau des gouverneurs à partir de 2010, il était revenu au conseil d'administration en début d'année 2015. Généreux de sa personne et attentif à nos travaux et à leur diffusion, il nous aura aidé de façon concrète, et ce, à de nombreuses reprises.

Comme vous le verrez dans le message qui suit de notre président-directeur général, Michel Kelly-Gagnon, les travaux de l'IEDM ont encore une fois permis de clarifier de nombreux enjeux importants pour notre société en 2015. Dans notre monde de plus en plus complexe, sa mission est plus cruciale que jamais.

Hélène Desmarais

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



REMETTRE LES PENDULES À L'HEURE

En 2015, les débats sur des enjeux fondamentaux se sont enchaînés. Au Québec, le gouvernement a négocié avec les employés de l'État sur fond de rigueur budgétaire; les négociations internationales sur le Partenariat transpacifique ont alarmé les défenseurs du système canadien de la gestion de l'offre; la Conférence de Paris sur le climat a été présentée comme celle de la dernière chance... De quoi faire de 2015 une cuvée exceptionnelle pour l'IEDM. Notre équipe a saisi de multiples occasions pour remettre les pendules à l'heure en opposant la rigueur et l'analyse aux raccourcis et mouvements d'humeur qui teintent souvent les débats publics.

L'IEDM a d'abord une mission d'éducation économique. Nous menons des recherches originales et apportons des chiffres et des faits pour éclairer la discussion. Nous débusquons aussi les recherches les plus pertinentes effectuées ailleurs dans le monde qui apportent un éclairage pertinent sur les débats d'ici. Nous proposons des analyses qui mettent résolument l'accent sur la création de richesse, l'entrepreneuriat et la libre entreprise.

Lorsque nous abordons des domaines où l'État est impliqué en tant que fournisseur de services comme l'éducation et la santé, nous suggérons davantage de recours au secteur privé, une mise en concurrence des fournisseurs publics et privées, et d'autres solutions fondées sur des mécanismes de marché qui permettent de faire un meilleur usage de l'argent des citoyens. C'est tout cela qui fait en sorte que notre voix se distingue dans le débat public.

Cette année encore, nous avons augmenté la cadence de la production, avec 24 publications, soit deux de plus que l'année précédente. Nous avons également produit trois courts documentaires, une vidéo d'animation, et 172 billets de blogue et articles d'opinion (21 de plus que l'an dernier). Ces billets et articles nous permettent de réagir rapidement à l'actualité et de rejoindre facilement des centaines de milliers de lecteurs de journaux et de diverses plateformes médiatiques sur le Web.



NOTRE IMPACT MÉDIATIQUE

La crédibilité de notre recherche est le levier qui permet une présence médiatique soutenue. Les avis de l'IEDM sont sollicités sur une base quotidienne par les médias partout au Canada et cela, en français autant qu'en anglais.

On peut constater en un clin d'œil rapide à quel point nous nous sommes intégrés dans le paysage médiatique en notant la progression extrêmement rapide des mentions de l'IEDM dans les médias depuis les débuts de nos activités en 1999. De 45 qu'elles étaient à ce moment, elles se sont élevées à 4333 en 2015, près de cent fois plus! Une telle présence fait en sorte qu'à peu près quiconque au Canada s'informant le moindrement aura lu ou entendu une nouvelle à notre sujet en 2015.

Nous poursuivons notre percée récente mais rapide sur les réseaux sociaux avec une augmentation du nombre de gens qui nous suivent sur Twitter et Facebook, qui s'élève maintenant à environ 6500. Nos courts documentaires et vidéos ont été visionnés plus de 90 000 fois, soit 30 000 fois de plus que l'année précédente. Nos interventions sur ces réseaux sont évidemment appelées à augmenter puisqu'ils sont maintenant devenus incontournables. Mais nous ne négligeons pas pour autant les médias traditionnels comme les quotidiens qui, même s'ils traversent une période de difficultés financières et de restructuration, demeurent des endroits privilégiés pour débattre plus en profondeur des questions complexes de politiques publiques.

Publications



- 12 *Notes économiques*
- 8 *Points*
- 4 *Cahiers de recherche*

24
publications



3
courts documentaires



1
vidéo d'animation

Sur les réseaux sociaux



2858
(+24 %)

77 948
visionnements



3590
(+9 %)

380
Tweets



12 686
visionnements



4333
mentions dans
les médias
(12 / jour)



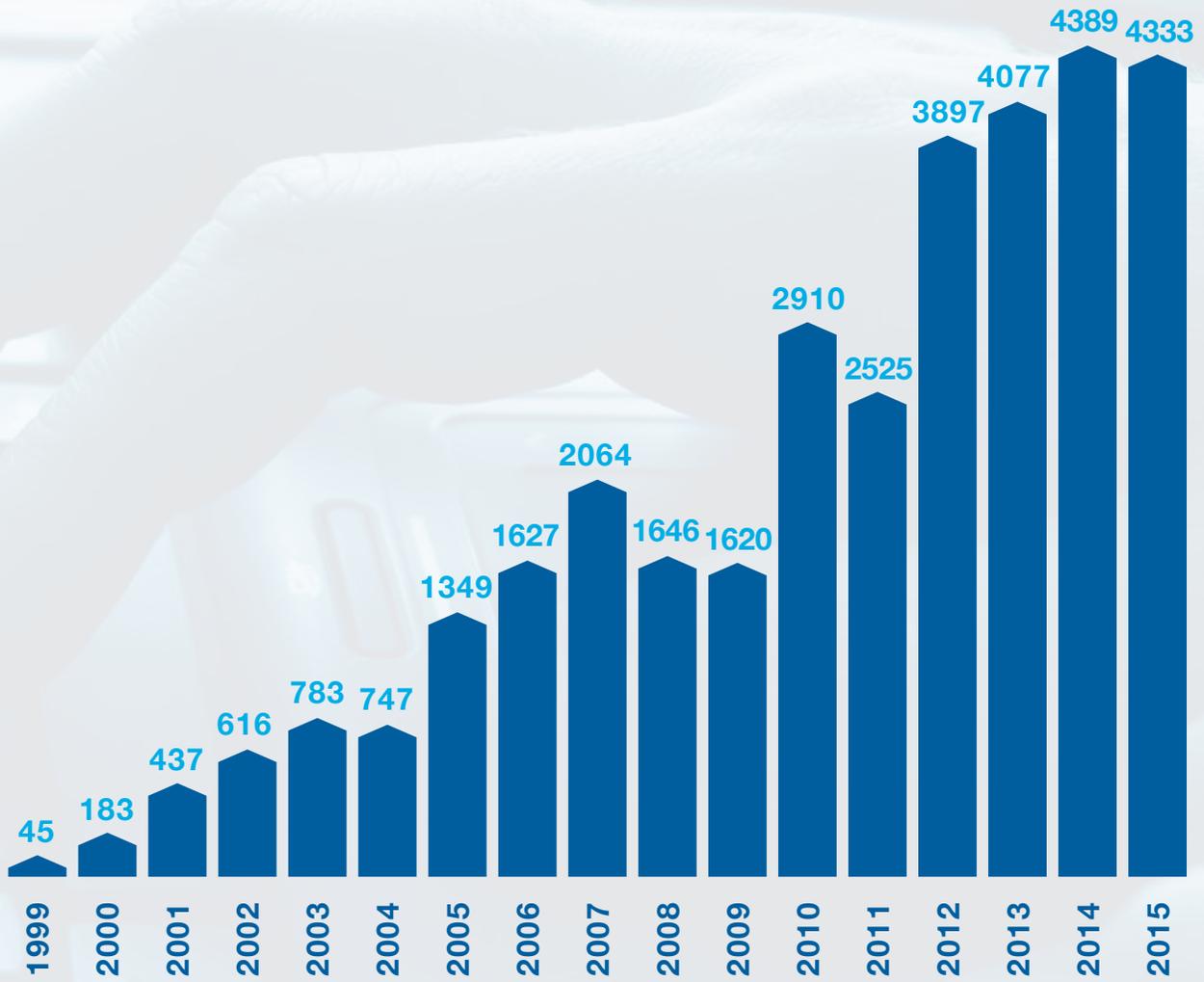
172
textes d'opinion

Google

1^{ÈRE}

position de notre compteur de la dette du Québec
sur plus de 15 300 résultats de recherche sur le
moteur de recherche Google

Progression des mentions médiatiques depuis les débuts de l'IEDM



12 mars 2015

LE POINT

MARS 2015

LE POINT SUR LES ÉCHELONS SALARIAUX DANS LE SECTEUR PUBLIC

Par Nicole Gosselin, analyste économique et financière

Il y a eu un regain de confiance en ce qui concerne le secteur public, mais les salaires n'ont pas suivi. Les échelons salariaux dans le secteur public ont subi une baisse de 1,5% en 2014, ce qui est une baisse continue depuis 2008. Cette baisse est due à la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale, qui vise à réduire les écarts de salaire entre les différents échelons. Cependant, cette baisse a été compensée par une augmentation de la prime de rendement, ce qui a permis de maintenir le salaire global des employés du secteur public à un niveau stable.

Tableau 1: Évolution des échelons salariaux dans le secteur public (2008-2014)

Année	Évolution (%)
2008	+0,1
2009	-0,1
2010	-0,1
2011	-0,1
2012	-0,1
2013	-0,1
2014	-1,5

14 avril 2015

LE POINT

AVRIL 2015

LE POINT SUR LE FARDEAU FISCAL ET LE REVENU DISPONIBLE DES QUÉBÉCOIS

Par Nicole Gosselin, analyste économique et financière

Le fardeau fiscal des Québécois continue de croître, ce qui réduit leur revenu disponible. En 2014, le fardeau fiscal a augmenté de 0,5%, ce qui a entraîné une baisse de 0,5% du revenu disponible. Cette situation est due à l'augmentation des cotisations sociales et des impôts, ce qui a réduit le revenu disponible des ménages. Cependant, le gouvernement a mis en œuvre des mesures pour réduire le fardeau fiscal, ce qui a permis de limiter la baisse du revenu disponible.

Tableau 2: Évolution du fardeau fiscal et du revenu disponible des Québécois (2008-2014)

Année	Fardeau fiscal (%)	Revenu disponible (%)
2008	24,5	75,5
2009	24,8	75,2
2010	25,1	74,9
2011	25,4	74,6
2012	25,7	74,3
2013	26,0	74,0
2014	26,3	73,7

23 avril 2015

LE POINT

AVRIL 2015

LE POINT SUR LES CHOIX ÉNERGETIQUES DU QUÉBÉC : DÉTRUIRE OU CRÉER DE LA RICHESSE ?

Par Nicole Gosselin, analyste économique et financière

Le Québec a fait de grands choix énergétiques ces dernières années, ce qui a entraîné une augmentation de la production d'énergie. Cependant, ces choix ont également entraîné une augmentation des coûts de production, ce qui a réduit la compétitivité des entreprises. Le Québec doit donc trouver un équilibre entre la production d'énergie et la création de richesse.

Tableau 3: Évolution de la production d'énergie et des coûts de production au Québec (2008-2014)

Année	Production d'énergie (TWh)	Coûts de production (\$/TWh)
2008	100	100
2009	105	105
2010	110	110
2011	115	115
2012	120	120
2013	125	125
2014	130	130

4 juin 2015

LE POINT

JUN 2015

L'ARRÊT CHAOUILLI ET LES RÉFORMES EN SANTÉ : UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ ?

Par Nicole Gosselin, analyste économique et financière

L'arrêt Chaouilli a entraîné une augmentation des coûts de santé, ce qui a réduit le budget de la santé. Cependant, le gouvernement a mis en œuvre des réformes en santé, ce qui a permis de limiter l'augmentation des coûts de santé. Cependant, les réformes en santé ont également entraîné une augmentation des coûts de santé, ce qui a réduit le budget de la santé.

Tableau 4: Évolution des coûts de santé et du budget de la santé au Québec (2008-2014)

Année	Coûts de santé (M\$)	Budget de la santé (M\$)
2008	100	100
2009	105	105
2010	110	110
2011	115	115
2012	120	120
2013	125	125
2014	130	130

19 juin 2015

LE POINT

JUN 2015

LES POLITIQUES NÉFASTES DE GESTION DE L'OFFRE DU CANADA

Par Nicole Gosselin, analyste économique et financière

Le Canada a mis en œuvre des politiques néfastes de gestion de l'offre, ce qui a entraîné une augmentation des coûts de production. Cependant, le gouvernement a mis en œuvre des réformes de gestion de l'offre, ce qui a permis de limiter l'augmentation des coûts de production. Cependant, les réformes de gestion de l'offre ont également entraîné une augmentation des coûts de production, ce qui a réduit le budget de la santé.

Tableau 5: Évolution des coûts de production et du budget de la santé au Canada (2008-2014)

Année	Coûts de production (M\$)	Budget de la santé (M\$)
2008	100	100
2009	105	105
2010	110	110
2011	115	115
2012	120	120
2013	125	125
2014	130	130

14 juillet 2015

LE POINT

JUL 2015

TRAGÉDIE GRECQUE : LE RÉSULTAT D'UNE IRRRESPONSABILITÉ BUDGÉTAIRE DE LONGUE DATE

Par Nicole Gosselin, analyste économique et financière

La Grèce a fait de mauvais choix budgétaires ces dernières années, ce qui a entraîné une augmentation des coûts de production. Cependant, le gouvernement a mis en œuvre des réformes budgétaires, ce qui a permis de limiter l'augmentation des coûts de production. Cependant, les réformes budgétaires ont également entraîné une augmentation des coûts de production, ce qui a réduit le budget de la santé.

Tableau 6: Évolution des coûts de production et du budget de la santé en Grèce (2008-2014)

Année	Coûts de production (M\$)	Budget de la santé (M\$)
2008	100	100
2009	105	105
2010	110	110
2011	115	115
2012	120	120
2013	125	125
2014	130	130

1 octobre 2015

LE POINT

OCTOBRE 2015

LA TAXATION INÉQUIE DES FRAIS DE GESTION DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Par Nicole Gosselin, analyste économique et financière

La taxation inéquie des frais de gestion des fonds communs de placement a entraîné une augmentation des coûts de production. Cependant, le gouvernement a mis en œuvre des réformes de taxation, ce qui a permis de limiter l'augmentation des coûts de production. Cependant, les réformes de taxation ont également entraîné une augmentation des coûts de production, ce qui a réduit le budget de la santé.

Tableau 7: Évolution des coûts de production et du budget de la santé au Québec (2008-2014)

Année	Coûts de production (M\$)	Budget de la santé (M\$)
2008	100	100
2009	105	105
2010	110	110
2011	115	115
2012	120	120
2013	125	125
2014	130	130

24 novembre 2015

LE POINT

NOVEMBRE 2015

INVESTIR À MONTRÉAL : UN FARDEAU FISCAL PARMIS LES PLUS ÉLEVÉS AU CANADA*

Par Nicole Gosselin, analyste économique et financière

Investir à Montréal a entraîné une augmentation des coûts de production. Cependant, le gouvernement a mis en œuvre des réformes de taxation, ce qui a permis de limiter l'augmentation des coûts de production. Cependant, les réformes de taxation ont également entraîné une augmentation des coûts de production, ce qui a réduit le budget de la santé.

Tableau 8: Évolution des coûts de production et du budget de la santé au Québec (2008-2014)

Année	Coûts de production (M\$)	Budget de la santé (M\$)
2008	100	100
2009	105	105
2010	110	110
2011	115	115
2012	120	120
2013	125	125
2014	130	130

4 Cahiers de recherche

31 mars 2015



7 mai 2015



12 novembre 2015



19 novembre 2015



La sauvegarde du caribou et l'avenir des régions forestières au Québec



Des idées pour un système universitaire plus performant



1 vidéo d'animation

Quels sacrifices devrions-nous faire pour vivre dans un monde sans pétrole?



Pour un système de santé universel et efficace



FISCALITÉ ET FINANCES PUBLIQUES : UNE PERSPECTIVE PROCONTRIBUABLES

Dans l'ensemble de ses interventions publiques, l'IEDM fait depuis toujours la promotion d'une saine gestion des fonds publics et met en lumière les implications négatives pour notre prospérité des appels de plusieurs groupes de pression à toujours dépenser davantage et à augmenter le fardeau fiscal. Il s'agit de l'un de nos principaux domaines de recherche. L'objectif des publications de notre Collection Fiscalité est donc de mettre en lumière les politiques fiscales et budgétaires des gouvernements et d'analyser leurs effets sur la croissance économique et le niveau de vie des citoyens.



NÉGOCIATIONS DES CONVENTIONS COLLECTIVES : CONFUSION AUTOUR DU « GEL SALARIAL »

12 mars 2015, Mario Dumont



LE FARDEAU FISCAL NUIT À L'ÉCONOMIE

13 avril 2015, Carl Renaud



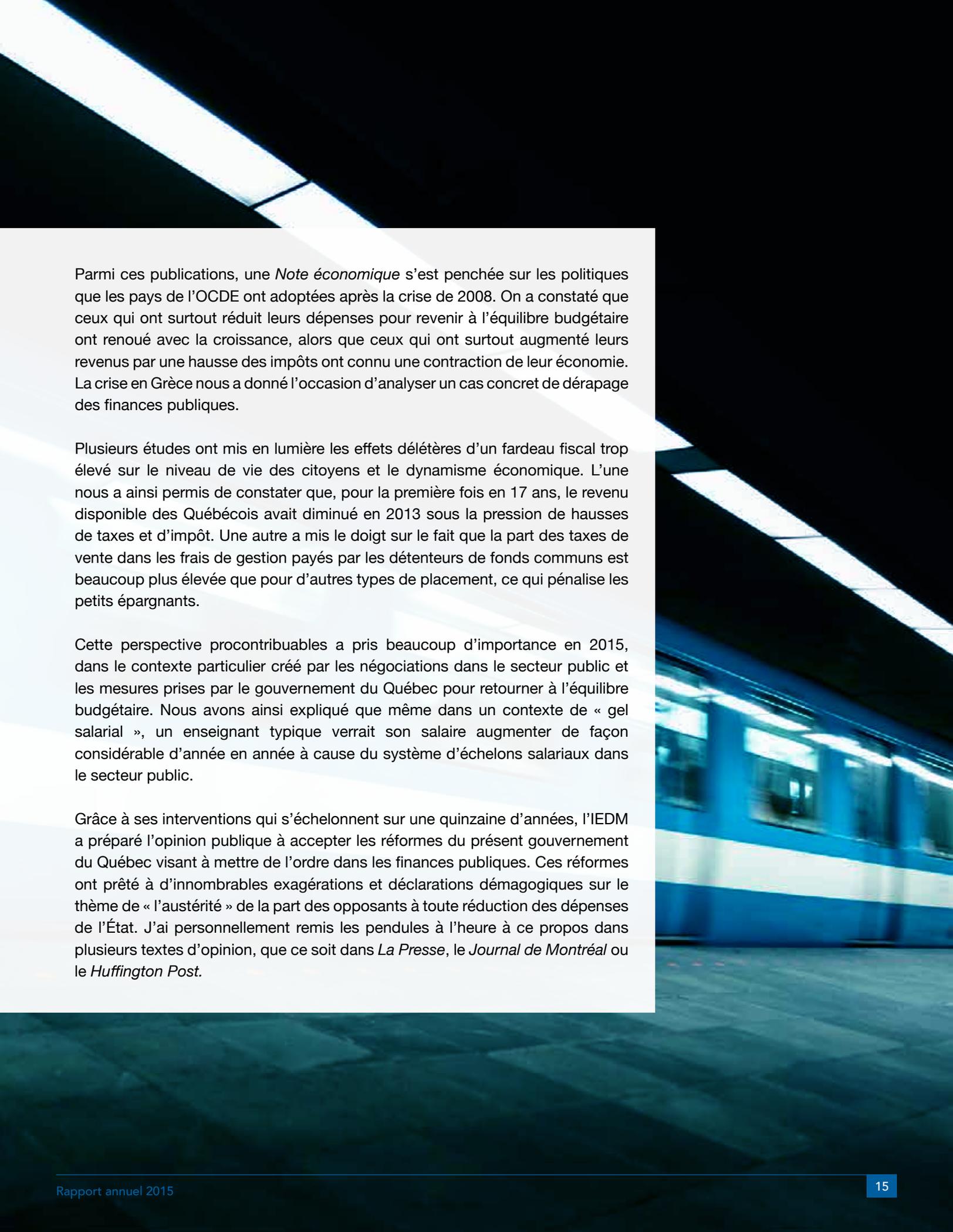
INDUSTRIE AGRICOLE - UN SYSTÈME QUI A FAIT SON TEMPS?

20 juillet 2015, Stéphanie Bérubé



MONTRÉAL CHAMPIONNE DES TAXES AFFECTANT LES INVESTISSEMENTS

19 novembre 2015, Mathieu Bédard



Parmi ces publications, une *Note économique* s'est penchée sur les politiques que les pays de l'OCDE ont adoptées après la crise de 2008. On a constaté que ceux qui ont surtout réduit leurs dépenses pour revenir à l'équilibre budgétaire ont renoué avec la croissance, alors que ceux qui ont surtout augmenté leurs revenus par une hausse des impôts ont connu une contraction de leur économie. La crise en Grèce nous a donné l'occasion d'analyser un cas concret de dérapage des finances publiques.

Plusieurs études ont mis en lumière les effets délétères d'un fardeau fiscal trop élevé sur le niveau de vie des citoyens et le dynamisme économique. L'une nous a ainsi permis de constater que, pour la première fois en 17 ans, le revenu disponible des Québécois avait diminué en 2013 sous la pression de hausses de taxes et d'impôt. Une autre a mis le doigt sur le fait que la part des taxes de vente dans les frais de gestion payés par les détenteurs de fonds communs est beaucoup plus élevée que pour d'autres types de placement, ce qui pénalise les petits épargnants.

Cette perspective procontribuables a pris beaucoup d'importance en 2015, dans le contexte particulier créé par les négociations dans le secteur public et les mesures prises par le gouvernement du Québec pour retourner à l'équilibre budgétaire. Nous avons ainsi expliqué que même dans un contexte de « gel salarial », un enseignant typique verrait son salaire augmenter de façon considérable d'année en année à cause du système d'échelons salariaux dans le secteur public.

Grâce à ses interventions qui s'échelonnent sur une quinzaine d'années, l'IEDM a préparé l'opinion publique à accepter les réformes du présent gouvernement du Québec visant à mettre de l'ordre dans les finances publiques. Ces réformes ont prêté à d'innombrables exagérations et déclarations démagogiques sur le thème de « l'austérité » de la part des opposants à toute réduction des dépenses de l'État. J'ai personnellement remis les pendules à l'heure à ce propos dans plusieurs textes d'opinion, que ce soit dans *La Presse*, le *Journal de Montréal* ou le *Huffington Post*.

ÉNERGIE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES : DES SOLUTIONS RÉALISTES ET PRAGMATIQUES

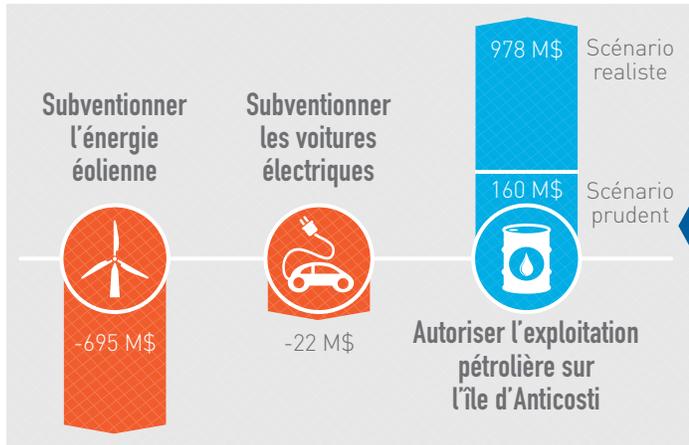
Les dossiers du développement des ressources énergétiques et de la lutte aux changements climatiques ont encore une fois fait les manchettes cette année. Comme par les années passées, l'IEDM a mis l'accent sur une approche réaliste et pragmatique, opposée à celle des groupes écologistes qui tentent de bloquer tout type de développement. Les Canadiens vont en effet continuer de consommer des hydrocarbures pendant encore plusieurs décennies. Et il est important que les mesures de transition vers des énergies plus vertes n'aient pas pour conséquences de simplement appauvrir la population, sans avoir d'effets notables sur la production de gaz à effet de serre.

Une *Note économique* a fait un survol des coûts et avantages des différents choix énergétiques qui s'offrent au Québec pour déterminer quelles politiques pourraient enrichir, plutôt qu'appauvrir, les contribuables québécois. Une autre *Note* a donné une voix à ceux qu'on a oubliés dans le débat sur le développement du gaz de schiste : les propriétaires terriens qui profiteraient de compensations financières en échange de l'exploitation de puits sur leurs terrains.

En novembre, à la veille de l'ouverture de la Conférence de Paris sur le climat, l'IEDM a publié un ouvrage de vulgarisation de grande envergure, soit un *Guide pratique sur l'économie des changements climatiques* de près de cent pages. Face à un enjeu de cette ampleur, il en est important de fournir aux citoyens une information pertinente qui permet un nécessaire esprit critique.

Cette publication a placé la nécessité de la lutte aux changements climatiques dans un cadre rationnel, en analysant les coûts et les bénéfices, sur les plans économique et environnemental, de certaines mesures discutées. Par une analyse des données officielles du GIEC, de l'ONU et de l'Agence internationale de l'énergie, avec plus d'une quarantaine de graphiques et tableaux, nous avons éclairé, avec des chiffres et des faits, une discussion trop souvent irriguée par la surenchère politique ou attisée par des discours alarmistes. Il s'agit d'un précieux ouvrage de référence pour tous les Canadiens qui souhaitent approfondir leur compréhension de ce dossier extraordinairement complexe.





COÛT OU AVANTAGE ANNUEL DE TROIS CHOIX ÉNERGÉTIQUES DU QUÉBEC



SELON L'IEDM, LES CHOIX ÉNERGÉTIQUES DU QUÉBEC COÛTENT 1,7G\$ PAR AN
23 avril 2015



COUNTDOWN TO PARIS: FIGHT CLIMATE CHANGE EFFICIENTLY
17 novembre 2015, Yuri Chassin



CONFÉRENCE DE PARIS : SEPT CHOSES QUE VOUS DEVRIEZ SAVOIR
19 novembre 2015, Michel Kelly-Gagnon et Yuri Chassin

SANTÉ : COMMENT AMÉLIORER L'ACCÈS ET LE CHOIX DES PATIENTS

L'IEDM a été à l'avant-garde du débat sur la réforme du système de santé au Canada depuis le tout début de ses activités il y a une quinzaine d'années. Nous avons été la première organisation au Québec à remettre en question le monopole public sur la prestation de soins et à proposer systématiquement des solutions de marché pour accroître le choix des patients et la qualité des services, tout en maintenant l'universalité. Encore l'année dernière, la santé a été l'un de nos principaux thèmes de recherche, le quart de nos publications y ayant été consacrées.

Ceux qui s'opposent au rôle du secteur privé en santé prétendent que celui-ci est incapable de répondre adéquatement aux besoins des patients. Or, comme nous l'avons montré dans un *Cahier de recherche*, il existe quatre domaines (l'hébergement et les soins aux personnes âgées, la pharmacie, la dentisterie et les soins de la vue) qui fonctionnent très bien où le secteur privé joue un rôle prédominant, ce qui contredit cette affirmation.

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER

QUÉBEC DOIT CONFIER PLUS DE RESPONSABILITÉS AUX PHARMACIENS

30 avril 2015, Jessica Nadeau



PHARMACISTS CAN HELP REDUCE WAIT TIMES

1er mai 2015, Yanick Labrie

NATIONAL POST

WHY DENTISTS DON'T HAVE WAITING LISTS

16 avril 2015, Yanick Labrie



HEALTH CARE LACKS PATIENT CHOICE, COMPETITION

15 décembre 2015, Yanick Labrie



C'est cette même préoccupation pour le bien-être des patients qui nous a incités à explorer le rôle du pharmacien dans le système de santé, puisque plusieurs études et expériences étrangères montrent que l'on pourrait améliorer l'accès aux soins de première ligne en augmentant les responsabilités des pharmaciens.

Nous avons consacré un autre *Cahier* à l'état de la situation dans le système de santé québécois dix ans après le célèbre arrêt Chaoulli de la Cour suprême du Canada, alors que des contestations juridiques du monopole étatique sont en cours dans d'autres provinces. Comme une *Note économique* l'a montré, le financement des soins médicalement requis demeure presque complètement public au Canada, contrairement aux autres pays de l'OCDE. Certains intervenants proposent d'ailleurs d'empirer la situation en mettant en place un monopole public d'assurance médicaments au Canada. Comme nous l'avons expliqué dans une autre intervention, un tel régime risque de nuire aux Canadiens en restreignant leur accès à des médicaments.

Une initiative d'une telle ampleur, comportant six publications, nous permet de revenir à plusieurs reprises pendant l'année sur des aspects connexes d'un même débat et d'avoir un impact médiatique redoublé.



Les Cris et le développement des ressources naturelles

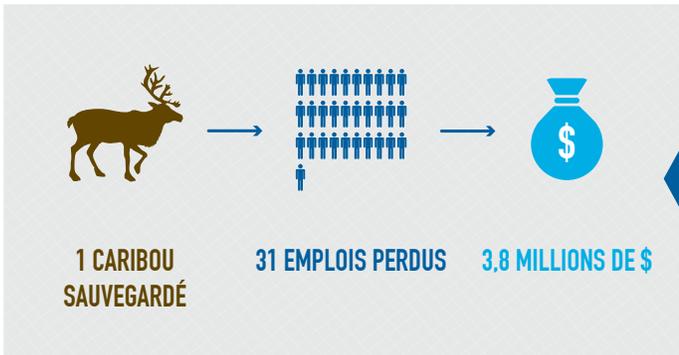


REPORTAGE À L'ÉMISSION THE EXCHANGE
19 mars 2015, Amanda Lang



L'ACTIONNARIAT AUTOCHTONE POUR LES PROJETS MINIERS?
19 mars 2015, Lia Lévesque, La Presse canadienne

Initiative de recherche et d'éducation sur la forêt



PERTES D'EMPLOIS ET COÛT ÉCONOMIQUE PAR CARIBOU SAUVEGARDÉ



LA SAUVEGARDE DU CARIBOU ET L'AVENIR DES RÉGIONS FORESTIÈRES AU QUÉBEC
Octobre 2015



L'IEDM PRÉSENTE : GARRY KASPAROV

En plus de ses activités régulières, l'IEDM organise chaque année quelques événements spéciaux permettant à ses nombreux amis au sein de la communauté montréalaise de se rassembler, tout en favorisant la réflexion sur des enjeux de politiques publiques de façon parfois surprenante.

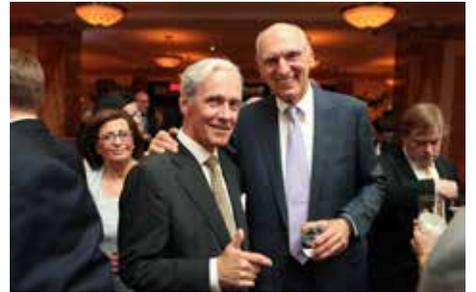
Le plus prestigieux de ces événements est sans contredit la Série de conférences George Lengvari Sr. Pour la 5e édition de cet événement qui avait lieu à l'hôtel Ritz-Carlton, l'IEDM a présenté à une foule nombreuse et captivée le fascinant Garry Kasparov, ancien champion du monde d'échecs, dissident russe et célèbre défenseur de la liberté.

M. Kasparov nous a entretenus de son cheminement intellectuel vers les idées libérales alors qu'il était un jeune prodige des échecs sous le régime soviétique, ainsi que des dérives autoritaires du régime de Vladimir Poutine. Ses propos ont suscité un vif intérêt. « C'est tout à l'honneur de l'IEDM d'avoir fait venir monsieur Kasparov à Montréal et de nous avoir permis d'entendre son message », écrivait, le 17 septembre, le chroniqueur vedette du *Journal de Montréal*, Richard Martineau.

Sa visite a aussi fait l'objet d'un texte du chroniqueur Yves Boisvert et d'un article de la journaliste Laura-Julie Perrault. Le texte de M. Boisvert a d'ailleurs fait la une de *La Presse* le lendemain de l'évènement.

Lors du même événement, nous avons présenté la Médaille John Dobson pour la libre entreprise 2015 à M. Claude Picher, chroniqueur économique à *La Presse* durant plus de 30 ans. M. Picher a été l'un des pionniers de l'analyse économique au Québec. Il a éduqué des générations de Québécois sur les grands enjeux de politiques publiques dans une perspective favorable à la libre entreprise et aux mécanismes de marché.





ÉVÈNEMENTS

Faire les choses autrement pour maintenir l'équilibre budgétaire à long terme

Déposé dans le cadre de la Commission des Finances publiques, à l'Assemblée nationale, par Jasmin Guénette et Youri Chassin, respectivement vice-président et directeur de la recherche à l'Institut économique de Montréal, notre mémoire sur le projet de loi 28 concernant la mise en œuvre de mesures budgétaires a été bien reçu par le gouvernement Couillard. Le ministre des Finances Carlos Leitão y est d'ailleurs allé d'un commentaire élogieux au sujet de l'Institut qui a été repris par certains médias : « C'est rafraîchissant. On a entendu beaucoup de groupes et votre opinion diffère de ce qu'on a entendu avant, et je dois vous dire que c'est beaucoup plus proche de ce que je pense. On finit en beauté! »

11 février 2015

Un système public de santé pour tous? L'universalité et l'accessibilité à l'étude

Lors de ce débat-conférence du Café Bioéthique de l'Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal, Yanick Labrie, économiste à l'IEDM, s'est prononcé sur plusieurs questions concernant l'universalité et l'accessibilité aux soins de santé. Parmi les questions soulevées : Un droit à la santé existe-t-il? Les réformes successives du système de santé ont-elles amélioré l'accès? L'accès est-il plus difficile pour certains groupes? Quels sont les bénéfices de l'assurance privée?

28 avril 2015

Cautionary Lessons from Canada's Spectrum Policy

Dans cette présentation au Hudson Institute à Washington D.C., Me Paul Beaudry, chercheur associé à l'IEDM, discutait avec Harold Furchtgott-Roth, Senior Fellow et directeur du Center for the Economics of the Internet, sur la question de la compétitivité de l'industrie des télécommunications au Canada. Le Hudson Institute est un laboratoire d'idée œuvrant dans les domaines de la défense, des relations internationales, de l'économie, des soins de santé, des nouvelles technologies, de la culture et du droit.

16 octobre 2015

La forêt est-elle menacée au Québec?

Lors du congrès annuel de l'Association forestière de la Vallée du Saint-Maurice, à Saint-Paulin, Jasmin Guénette, vice-président de l'IEDM, a fait une présentation sur l'état de la forêt au Québec. Ce genre d'événements, en plus de faire rayonner l'Institut en région, donne l'occasion à nos chercheurs d'échanger directement avec les personnes qui ressentent quotidiennement les effets des politiques publiques sur lesquelles nous nous penchons.

19 novembre 2015

The Moral Case for Fossil Fuels with Alex Epstein

Présentation par Youri Chassin, économiste et directeur de la recherche à l'IEDM, dans le cadre d'un déjeuner-débat en compagnie de l'auteur et expert en matière d'énergie, Alex Epstein. Alex Epstein a notamment écrit *The Moral Case for Fossil Fuels*, où il défend l'idée que les bénéfiques produits par les combustibles fossiles sont largement sous-estimés par rapport à leurs conséquences néfastes.

22 juin 2015

Série de présentations pour les jeunes :

Dans cette série de conférences, nos chercheurs ont présenté leurs points de vue sur divers sujet en lien avec nos champs d'études. Nous cherchons à présenter une vision du monde auquel les étudiants sont très peu confrontés, pour les aider à développer leur sens critique et les pousser à s'informer davantage sur les questions de politiques publiques.

Doit-on subventionner l'achat de voitures électriques?

Dans cette présentation devant les élèves du Collège de Bois-de-Boulogne, Guillaume Tremblay, analyste en politiques publiques à l'IEDM, présentait les arguments en opposition aux subventions à l'achat de voitures électriques, notamment en montrant comment certains outils, comme le marché du carbone, arrivent aux mêmes résultats d'évitement de GES à une fraction du coût pour les contribuables.

1er avril 2015

Débat sur la question de l'« austérité » au Cégep Édouard-Montpetit

Habités à se retrouver sur les mêmes plateaux de télévision et de radio, Youri Chassin, économiste et directeur de la recherche à l'IEDM et Simon Tremblay-Pepin, chercheur à l'IRIS, ont participé à un débat sur la question de l'« austérité », au Cégep Édouard-Montpetit. Il s'agissait d'une occasion très intéressante de montrer qu'il existe un univers d'opinions différentes de celles véhiculées dans certains établissements d'enseignement.

18 février 2015

Débat sur la question de l'« austérité » avec Génération trompée

Participation de Youri Chassin, économiste et directeur de la recherche à l'IEDM, à un débat sur la question de l'« austérité », dans le cadre d'un événement organisé par le groupe Génération trompée. Les jeunes participants aux événements de Génération trompée ont déjà une bonne compréhension de la science économique. Leurs événements sont une occasion pour nos chercheurs d'échanger avec des jeunes qui deviendront un jour des leaders dans leurs domaines.

30 mai 2015

L'IEDM EN ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

En tant qu'organisme sans but lucratif qui ne sollicite ni ne reçoit aucun financement public, l'IEDM dépend bien sûr entièrement de ses généreux donateurs. Grâce à eux, l'IEDM demeure en bonne santé financière et ses recettes continuent de croître. Elles ont atteint un autre niveau record l'année dernière.

En 2015, les produits totaux de l'IEDM se sont élevés à 2 314 806 \$, ce qui représente une augmentation de 2,9 % par rapport à 2014. Les charges ont été de 2 276 833 \$, ce qui représente une augmentation de 23,6 % par rapport à 2014. Cette croissance des charges fait suite à un plan d'embauche de ressources humaines additionnelles adopté un an auparavant afin de répondre à des besoins essentiels dans le cadre de notre expansion des dernières années, ainsi qu'aux demandes quotidiennes des médias qui requièrent désormais notre expertise sur une grande quantité de sujets. Le surplus dégagé est quant à lui marginal et s'élève à seulement 37 973 \$, soit 1,6 % par rapport à notre budget total.

Après plusieurs années de surplus importants qui nous ont permis d'accumuler une réserve financière équivalente à 12 mois d'opérations, tel que le recommandent les meilleures pratiques applicables à la gestion des think tanks, nous nous retrouvons donc à partir de cette année en situation d'équilibre budgétaire. Cette réserve financière permet d'assurer la pérennité de notre organisation et de parer à des fluctuations de nos revenus.

Puisque nous n'avons pas de fonds de dotation, cela signifie que les dons que nous recevons seront dorénavant entièrement consacrés à nos opérations. Pour continuer de croître et pour nous permettre d'augmenter nos ressources humaines, notre production ainsi que le nombre de nos interventions, il est donc crucial que nos donateurs actuels maintiennent leurs appuis et que d'autres se joignent à eux. J'encourage chacun d'entre vous qui croit en la mission de l'IEDM à partager ses convictions dans son entourage de façon à élargir le cercle de nos amis et bienfaiteurs.

Alors que l'année 2016 est bien engagée, toute l'équipe de l'IEDM est au travail avec de nombreux projets d'étude en préparation. La demande accrue des médias pour notre expertise est par ailleurs un beau problème à résoudre. Nous avons déjà un plan concret pour accroître notre capacité à intervenir de manière ciblée sur les dossiers courants, ce qui nous permettra d'avoir une influence redoublée sur la tournure des débats. Ce sera sans contredit une autre année chargée et nous ne manquerons pas de débats à éclaircir et de sujets à approfondir.

Michel Kelly-Gagnon



IEDM

910, rue Peel, bureau 600, Montréal QC H3C 2H8
T 514.273.0969 F 514.273.2581 iedm.org